

TABLE RONDE / ROUND TABLE

La meilleure histoire du monde

PATRICE GROULX*

LA SÉRIE *Le Canada : une histoire populaire* soulève de larges questions, dont celles du rapport entre savoir historique et diffusion, du rôle social de l'histoire et du lieu de son énonciation. Ses producteurs l'ont annoncée comme un documentaire destiné à tous les publics et qui parlerait sur le mode dramatique du vécu de nos prédécesseurs, d'où, on suppose, son épithète de « populaire ».

L'histoire, source de légitimité politique

Ma lecture de cette série est évidemment personnelle, comme elle l'a été pour des millions de téléspectateurs. Elle est par contre en prise sur l'état actuel des connaissances sur l'historiographie. Je l'ai voulue un peu provocante afin de souligner mon désaccord avec un usage de l'histoire qui n'est pas tant abusif que contre-productif.

Étant donné la réputation, les moyens et les expertises mobilisées par la CBC/SRC, je m'attendais à un contenu fouillé, équilibré, axé sur les perspectives sociales, peut-être même un peu subversif, où l'histoire inviterait à dépasser les nostalgies et les ressentiments pour ouvrir des horizons nouveaux. Mes attentes étaient tempérées par des préventions. Il s'agirait d'une célébration du Canada à l'entrée du millénaire, produite sous le regard des gardiens de l'orthodoxie identitaire¹ et dans un médium qui impose des raccourcis abrupts². Émanant d'une société d'État dont l'existence dépend du maintien et de la croissance des crédits votés par le Parlement fédéral, elle

* Patrice Groulx est professeur au Département d'histoire de l'Université Laval. Cet article a été préparé à partir d'une présentation à la table ronde intitulée « Une histoire populaire du Canada : le point de vue des historiens et des historiennes » à la conférence de la Société historique du Canada en mai 2001.

1 La CBC a été ébranlée par la censure du Sénat qui a suivi la diffusion du documentaire de Brian McKenna et Terence McKenna, *The Valour and the Horror*, 1991.

2 Les producteurs en étaient bien conscients, puisqu'ils ont étoffé la série par des dérivés : tribunes téléphoniques, sites Internet, synthèse écrite de Don Gillmor et Pierre Turgeon, *Le Canada. Une histoire populaire*, t. 1, *Des origines à la Confédération*, Montréal, Fides et Société Radio-Canada, 2000, le tout évidemment en français et en anglais.

risquait de reproduire une vision du passé déterminée par le credo, émanant lui aussi du Parlement, voulant que le Canada soit le « meilleur pays où vivre dans le monde ».

Il est entendu que la CBC/SRC n'a pas reçu de fonds spéciaux pour cette production, entièrement financée à l'interne, et qu'elle n'a subi ni manipulation externe ni intervention occulte³. De fait, les auteurs ont été guidés par la conviction sincère et généreuse que les Canadiens s'apprécieraient mieux s'ils connaissaient les intentions des bâtisseurs du Canada. Toutefois, cette générosité entraîne en contrepartie une complaisance certaine à l'égard des acteurs du passé. En effet, comment le Canada serait-il devenu le « meilleur pays » s'il n'avait pas aussi eu la meilleure histoire et les meilleurs ancêtres du monde? Le credo que la connaissance de l'histoire fortifie l'amour de la patrie n'est pas nouveau lui non plus. Benjamin Sulte, auteur bien connu à son époque grâce à l'histoire « populaire » qu'il pratiquait, l'avait affirmé en 1891 : « L'Histoire, c'est la loi pour tout avocat du patriotisme⁴ ». On pourrait multiplier les citations du genre venant de tous les producteurs et diffuseurs d'histoire. Si du reste ce credo est universel, cela n'entraîne pas qu'il soit incontestable.

À cette conviction fondamentale s'en ajoutent deux autres. Il y a d'une part celle que la coexistence de plusieurs histoires nationales, provinciales, ethniques ou sociales est une des principales sources de l'incompréhension entre Canadiens et de leur désorientation politique. Dès la fin du XIX^e siècle et tout au long du XX^e, des historiens et des pédagogues ont proposé une foule de projets de manuels et de programmes d'histoire communs pour asseoir dans le passé une destinée unitaire.

D'autre part, une nouvelle croyance se manifeste depuis quelques années, toujours inspirée par la crainte de l'éclatement du pays, mais dirigée cette fois contre l'émiettement de la discipline elle-même, et voulant que le public envisagerait l'avenir dans un esprit de cohésion si l'histoire lui inspirait une légitime fierté et si les historiens ne l'avaient pas rendue si rebutante. Ce jugement s'est faufilé dans la conception de la série, puisque dans la préface du livre qui l'accompagne, Mark Starowicz déplore qu'on « a débarrassé l'histoire de son contenu dramatique et on en a fait une succession d'épisodes pour cours de sciences sociales⁵ ». La méfiance entretenue à l'égard des historiens explique que CBC/SRC ait confié à des journalistes le soin de raconter le passé. Il fallait surtout éviter que les historiens n'infligent au pub-

3 Je remercie Gene Allen, rédacteur en chef de la série, de cette précision et des suivantes : la production a été marquée de heurts, de débats et de compromis plus ou moins satisfaisants. Instituée par une loi du Parlement canadien, qui lui vote également ses crédits de base, la CBC/SRC est tout de même une composante de ce qu'on pourrait appeler « l'institution Canada », c'est-à-dire l'État canadien et ses ramifications.

4 Benjamin Sulte, *Pages d'histoire du Canada*, Montréal, Granger, 1891, p. 1.

5 Mark Starowicz, « Préface » dans Gillmor et Turgeon, *Le Canada. Une histoire populaire*, p. x.

lic leurs « thèses », comme l'a écrit le conseiller éditorial de la série pour qualifier les divergences d'interprétation⁶.

L'histoire ne se réduit pas à cette seule dimension, mais nous savons qu'elle est depuis toujours une codification de la mémoire énonçant une obligation de fidélité aux institutions. Jusqu'à l'avènement de l'histoire sociale, le souci de formation civique, ce précipité de raison et de passion, a produit de grands récits articulés sur la conquête des libertés, claironnant la fierté des vainqueurs de ce combat. Par exemple, l'histoire « populaire » de William Withrow commence ainsi :

The author has endeavoured to describe, in as full detail as his prescribed limits of space would permit, the picturesque incidents of the early history of Canada; the stirring episodes of its military conflicts; and the important events leading to and following the confederation of the British North American Provinces. The growth of the principles of civil liberty and the development of the Canadian Constitution will, it is hoped, be found impartially traced in these pages⁷.

Produite un siècle plus tard et s'inscrivant, comme celle de Withrow, sur un fond de conflits entre divers pouvoirs et légitimités, la série de la CBC/SRC a repris le même programme. Mais parce qu'elle est issue d'un de ces pouvoirs, son impartialité est questionnable, d'où la pertinence des trois pistes de discussion proposées par Marcel Martel pour orienter cette table ronde :

Quelle vision de l'histoire cette série offre-t-elle?
Quelle est sa contribution à la diffusion ou à la vulgarisation de l'histoire?
Est-elle un instrument d'éducation civique?

Pour les fins de la discussion, je me suis permis d'en ajouter une dernière :

Quelle conception du statut social de l'histoire révèle-t-elle ?

« Ton histoire est une épopée »

La représentation de l'histoire comme une épopée est si largement répandue qu'on en est venu à définir l'épopée elle-même comme une forme d'histoire, une « suite d'événements historiques de caractère héroïque et sublime⁸ ». Il a été amplement démontré ailleurs que l'épopée littéraire et l'histoire partagent des structures narratives communes. Schématiquement, les épopées s'articulent sur la quête des héros à la recherche de biens précieux, facilitée par des

6 Mario Cardinal, « Radio-Canada défend son histoire », *Le Devoir*, 16 novembre 2000, p. A9.

7 William H. Withrow, *A Popular History of the Dominion of Canada*, Toronto, William Briggs, 1888, p. 5.

8 Paul Robert, « Épopée », *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française* [« Petit Robert »], Paris, Dictionnaires Le Robert, 1990, p. 675.

alliés et entravée par des antihéros. Nous savons bien que la vérité des faits distingue l'histoire de l'épopée, mais dans l'histoire érigée en épopée, la mise en intrigue impose une structuration qui conduit le récit vers un dénouement prévisible et agence l'action des acteurs. Le danger d'anachronisme y est constant parce que le passé, qui est la matière de l'intrigue, est modelé en fonction du présent, qui en constitue le dénouement.

C'est exactement ce que nous avons dans cette série : le « meilleur pays du monde » forme l'objet de la quête et les héros qui, tour à tour, donneront forme à cet objet sont une série de leaders posés en interprètes du désir populaire. Le Canada est un creuset où se fondent graduellement administrés et administrateurs provenant des horizons les plus variés, le peuple et son élite éclairée. Les antihéros, qui prennent la figure de chefs bornés ou de conspirateurs, tentent bien de contrecarrer le processus mais le progrès triomphe. Le programme narratif emboîte au passage des récits individuels ou événementiels qui dénotent, évidemment, la véracité du propos. Les inflexions de cette histoire sont classiques : le territoire passe de la barbarie à la civilisation, de l'indétermination physique au quadrillage, de la guerre à la paix, de la servitude à la liberté, de l'intolérance à la tolérance, de la pauvreté à l'abondance, de la dispersion à la centralisation politique, de la dépendance coloniale à l'indépendance. De proche en proche, à l'aide des personnages, de la narration et des citations, se construit le tableau d'une marche inébranlable du Canada vers son statut si enviable, aidée à l'occasion par une invisible providence présentée sous le nom du hasard ou de l'inouï. Je ne passerai pas chacune de ces inflexions en revue mais je tenterai d'en dégager quelques significations plus profondes à travers trois exemples, la place laissée aux Amérindiens, la Conquête et le processus confédératif.

Les Amérindiens, véritables acteurs ou simples figurants?

Compte tenu de la lutte que les Amérindiens ont menée pour occuper une meilleure place dans l'histoire, et en particulier depuis la réflexion apportée par le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones⁹, je m'attendais à des propositions qui nous sortiraient du paradigme traditionnel de l'opposition entre la barbarie et la civilisation. De toute évidence — et c'est à leur honneur —, les scénaristes ont tenté de moderniser le propos. Le premier épisode explique l'histoire à travers des mythes de création amérindiens. On s'efforce de montrer la complexité des civilisations amérindiennes et des contacts entre Européens et autochtones, de signaler que les moeurs, les intérêts et les préjugés des uns et des autres expliquent bien des dérapages et on évite de poser les autochtones en ennemis des Blancs. Mais cette sympathie atteint vite sa limite si le récit tient la supériorité de la civilisation européenne pour une loi implicite de l'histoire. Une fois constatée la

⁹ Voir les chapitres 4 et 5 du *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, vol. 1, *Un passé, un avenir* [Ottawa], 1996.

marginalisation du monde amérindien, la série n'établit pas de lien avec la portée actuelle de cette catastrophe et court à l'échec narratif. Si son discours ne remet pas en cause l'idée même de la supériorité de la civilisation qu'elle a implantée ici, la Couronne canadienne, héritière de la dépossession des Amérindiens, fiduciaire de leurs intérêts et dispensatrice de mémoire par cette série, c'est-à-dire à la fois juge, partie et greffière, ne peut pas établir les bases d'un dialogue qui conduira à une solution juste des conflits ouverts par son passé ethnocidaire.

Il aurait été vraiment nouveau, par contre, de montrer que le vaste territoire de la Nouvelle-France n'a connu pour l'essentiel, en dehors des établissements sédentaires des Français, qu'une histoire amérindienne. Mais cette interprétation contredit une conception bien trop enracinée du passé. De surcroît, elle aurait été perçue par les francophones non seulement comme une attaque contre leur mémoire instituée mais surtout comme une menace à leurs prérogatives politiques, puisque c'est la participation à la fondation de l'État qui confère à une collectivité son droit d'exister. Il fallait dès lors que la Nouvelle-France, institution souche du Canada français, soit bien clairement française. C'est pourquoi, dans le premier épisode, on nous montre Cartier et les Français presque seuls alors que, dans ses relations, Cartier lui-même affirme qu'à Gaspé et à Stadaconé, il était entouré d'Amérindiens; et que dans les quatre épisodes suivants, les Amérindiens sont de plus en plus cantonnés dans des rôles de guides, d'auxiliaires militaires, d'éléments de décor, bref les pittoresques faire-valoir de toute imagerie coloniale. À part quelques individus tirés de nos pieuses légendes comme Kondiaronk, ils ne pourront jamais être les héros de la Nouvelle-France, rôle que la tradition réserve aux missionnaires, aux religieuses, aux gouverneurs, aux habitants, aux miliciens ou aux filles du Roi.

Une conquête providentielle

Les producteurs n'ont pas tenté d'atténuer le caractère dramatique de la Conquête et ont donné un récit fidèle aux documents. Mais du point de vue de l'analyse historique, cet événement est un terrain miné par les explications téléologiques qui font de la victoire britannique un événement (1) inévitable et (2) providentiel pour les vaincus.

En rappelant à plusieurs reprises les écarts démographiques entre la Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-France et les moyens formidables que Londres a jetés dans la guerre, la série reproduit sans état d'âme la première explication. Pour la seconde, elle construit une variante subtile. La mise en scène du quatrième épisode nous montre d'un côté des envahisseurs dont les chefs plus ou moins compétents commandent un petit peuple déchu d'Écosse, d'Irlandais et d'Anglais, ainsi que des miliciens américains indisciplinés. Les défenseurs comprennent des officiers français plus ou moins arrogants, des soldats provenant eux aussi du petit peuple déchu de France, des miliciens canadiens qui défendent leurs possessions et de quelques Amérindiens pour les assister. Dans les capitales européennes, la partie se joue entre le premier

ministre de George II, William Pitt, décidé à jeter dans la balance toutes les ressources du royaume, et la favorite de Louis XV, madame de Pompadour, préoccupée par l'avancement de Bougainville ou pour la santé de son auguste amant : en somme, d'un côté, les bienfaits de la démocratie parlementaire et de l'autre, les méfaits de l'absolutisme. Une fois dans Québec, les vainqueurs souffrent autant que les vaincus des rigueurs de l'hiver. Le hasard ou la chance sont aussi de la partie et c'est pourquoi la dernière bataille de cette guerre est remportée par la France devant les murs de Québec. Bref, la série nous aura convaincus que la conquête est un événement très complexe, passablement obscur et qui ne semble pas faire de gagnants.

Benjamin Franklin donne la clé de l'interprétation de tout cet épisode où il apparaît du début à la fin. Pour cet Américain, futur ennemi de la Couronne, la conquête permettra d'éradiquer la population française du continent comme en Acadie. Afin de bien montrer de quoi les Américains sont capables, la narration affirme qu'ils sont les « plus fanatiques » dans les représailles contre les Canadiens. Heureusement, les Britanniques respectent la dignité du peuple conquis. Dès la capitulation, ils lui accordent des droits inouïs et leur bienveillance, réalisée par la promulgation de l'*Acte de Québec*, pousse même les Américains à la révolte. Nous savons donc maintenant que si le français est encore parlé en Amérique, c'est grâce à la Grande-Bretagne, et non aux États-Unis. En somme, le meilleur pays du monde est fondé sur la meilleure conquête du monde. N'est-ce pas proprement providentiel?

L'inévitable confédération

Avec les huitième et neuvième épisodes, le processus confédératif boucle la première partie de la série. Pour éviter de verser dans les explications téléologiques, il aurait fallu ici aussi nager contre un Niagara historiographique. L'historien britannique Ged Martin a souligné le paradoxe des explications que les historiens canadiens-anglais (qui ont massivement écrit sur la question) ont données sur les tractations qui ont conduit à la confédération. Paradoxalement, dit Martin, cette dernière est présentée à la fois comme le résultat inévitable d'une combinaison de facteurs objectifs et comme l'idée de génie des politiciens coloniaux qui, en la mettant en oeuvre, accèdent au statut d'hommes d'État. Cette contradiction dans les explications, ajoute-t-il cependant, n'est pas elle-même inexplicable, et en particulier

may owe something to the atmosphere of the 1960s, which saw the publication of both Creighton's *The Road to Confederation* and Morton's *The Critical Year*, when English Canadians finally began to face the need to define a national identity entirely independent of British world power, at a time when a newly assertive French Canadian nationalism in the province of Quebec actually threatened to break the Canadian state apart. [...] Faced with Quebec separatism, it was reassuring to convince oneself that Confederation had been the only possible solution for the northern half of the continent in the 1860s for, by

implication, this meant it was also the inescapable context for the solution of the problems of the 1960s¹⁰.

Pour Martin, les historiens des années 1960 voulaient rassurer les politiciens et le public sur la pérennité de l'institution Canada face à la menace des extrémistes. Quarante ans plus tard, la CBC/SRC joue le même rôle. Elle a déniché exactement ce qu'il fallait pour sa démonstration, les paroles d'une fillette anonyme de Hamilton éblouie par les feux d'artifice du 1^{er} juillet 1867 : « Souviens-toi toujours de ce jour et de cette nuit. Tu es une fillette très chanceuse d'être une enfant au Canada ». L'interprétation qu'on a tenté de donner à cette phrase est tout à fait anachronique : la fillette — qui d'ailleurs ne faisait que citer son papa —, écrivait pour elle-même, pas pour faire la leçon aux Canadiens 134 ans plus tard. Mais l'important, c'est qu'elle contribue à renforcer l'impression distillée par la série que le Canada est le fruit d'une loi de l'histoire.

Tout se passe comme si le pays accomplissait sa destinée en pratiquant spontanément, suivant une inclination innée, ce que nous considérons aujourd'hui comme des vertus civiques élémentaires : offrir l'asile, la liberté et le progrès matériel aux nouveaux arrivants qui fuient la tyrannie et la pauvreté. La Confédération ne serait pas, comme l'a montré par exemple Stanley B. Ryerson dans *Unequal Union*¹¹, le résultat d'une lutte de classes doublée d'une lutte nationale. Elle ne serait pas non plus la conséquence perfectible de décisions de survie individuelle et collective ou de stratégies bricolées sous la pression de rapports de force internes et externes. Elle serait plutôt le fruit d'une idée généreuse, une espèce de « canadienité » qui le surdéterminerait. Elle créerait ainsi pour notre génération et les générations à venir, les bénéficiaires émus de cette visée, un devoir d'hommage par l'irrigation perpétuelle de sa mémoire.

C'est à cet impérieux devoir que répond l'épopée de la CBC/SRC. Contester l'idée que le Canada soit un indéniable progrès reviendrait, comme nous en ont prévenus les longs passages sur Thomas d'Arcy McGee, un révolutionnaire irlandais que la maturité a transformé en loyaliste, à faire le jeu de l'intolérance, de la régression, de l'éclatement et, la pire des éventualités, de l'avalement par les Américains.

Ces derniers jouent en effet le rôle d'antihéros à un degré caricatural. Avant la Conquête, les dirigeants de la Nouvelle-Angleterre nous avaient déjà fait sentir leur volonté d'effacer le Canada. Viennent ensuite la Révolution qui provoque, dans la fureur et le sang, l'exode des loyalistes, puis la guerre de 1812, la fuite des esclaves, la guerre civile et les raids des révolu-

10 Ged Martin, *History as Science or Literature: Explaining Canadian Confederation, 1858–1867*, Londres, Canada House Lecture Series, 1989, p. 6.

11 Stanley Bréhaut Ryerson, *Unequal Union: Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815–1873*, Toronto, Progress Books, 1968. Traduction française : *Le Capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760–1873)*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1972.

tionnaires irlandais, pour nous convaincre du fossé infranchissable qui nous sépare des États-Unis. Une appréciation plus nuancée nous aurait peut-être permis de comprendre pourquoi ces derniers sont devenus, selon les standards sous-jacents à la série, une terre de liberté et de progrès bien avant le Canada lui-même. Mais il est plus facile d'être les meilleurs lorsqu'on ne se compare à personne.

Au total, *Une histoire populaire* donne une représentation du passé dont le canevas est inspiré par ce que Daniel Francis a nommé le mythe de la « *Master Race* » : « The conventional story line, écrit Francis, begins with the conquest of the French by British arms on the Plains of Abraham, proceeds through the extension of representative political institutions, and concludes with Confederation and the subsequent expansion and consolidation of the Dominion¹² ». Les producteurs sont parfois sortis de ce moule en parlant, d'ailleurs trop brièvement, des conditions sociales et culturelles, faible reconnaissance, à vrai dire, de l'histoire qui s'écrit depuis trente ans. Mais lorsque les neuf dixièmes des deux derniers épisodes sont consacrés à des politiciens originaires de Grande-Bretagne qui rêvent de calquer les institutions de la mère patrie, de maintenir un lien étroit avec l'Empire et d'être « sirés », ils rafraîchissent sans la dépasser la vision que sir John A. se faisait du *Dominion* : une nation d'essence britannique où trône le pouvoir fédéral tandis que les affaires locales et sectorielles sont gérées par les provinces et les institutions religieuses et ethniques.

Comment exposer l'histoire pour le public?

Quelle est la meilleure manière d'exposer à la télévision une réflexion historique pour le grand public? Il y a des téléseries dramatiques comme *Marguerite Volant*¹³, qui mêlent des personnages fictifs à des événements et des personnages historiques. Ce genre présente l'avantage d'exposer les protagonistes réels d'une époque dans un univers plausible. Dans une certaine mesure — contrecarrée par les anachronismes qui pullulent dans ces productions — la nature polysémique et spéculative de l'histoire y est respectée car le drame devient une interrogation transparente sur les motivations et les possibles du passé. Ne pas croire à tout ce qui nous y est présenté n'est donc ni un acte de désobéissance scientifique, ni une entorse aux vertus patriotiques.

Il y a aussi le documentaire classique où l'on présente des faits, où l'on interroge des spécialistes et où l'on confronte des idées. Parce qu'il est fondé sur une approche cognitive, il s'adresse à un public plus restreint, mais tout de même bien plus large que celui des spécialistes. Il y a enfin le « docudrame », mélange de documentaire et de dramatique qui, un peu comme la biographie romancée, intercale des éléments fictifs mais plausibles pour forcer le trait et soutenir l'attention.

Soucieux de rejoindre la plus vaste audience mais conscients des risques

12 Daniel Francis, *National Dreams*, Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997, p. 54.

13 Charles Binamé, *Marguerite Volant*, 1996.

de dérapage dans l'anachronisme, les producteurs ont cuisiné une recette maison qui tient à la fois du documentaire et de la dramatique : des reconstitutions exactes entrelardées de lectures théâtralisées de documents anciens, le tout lié par la narration. « Cette série n'est ni un cours d'histoire ni le compte rendu d'un colloque d'historiens mais un documentaire journalistique, a écrit Mario Cardinal. Un documentaire qui relate des faits et qui laisse aux téléspectateurs le soin de les interpréter, de les analyser, de les commenter¹⁴ ».

La série n'a pas pour autant évité un effet pervers des reconstitutions : on a constamment l'impression que les personnages — d'ailleurs répartis en hommes et femmes, Anglais, Français, Amérindiens et Noirs, adultes et jeunes gens dans le but louable d'équilibrer les voix du passé — ne s'adressaient jamais à leurs contemporains mais aux téléspectateurs, qu'ils n'agissaient ni n'écrivaient pour leur compte mais pour les générations futures. Le souci avec lequel on a léché les images, reconstitué les lieux historiques, contrôlé les explosions, lessivé les costumes et noirci les visages révèle la même logique : les documents et les faits présentés ont été sélectionnés selon des lignes interprétatives déterminées, coinçant le débat public dans des corridors étroits. Des portes s'ouvrent et se ferment, des personnages apparaissent et disparaissent, des événements surviennent comme tombés du ciel, de sorte que l'histoire présentée dans cette série est finalement bien peu matière à discussion si on ne possède pas quelques notions préalables. En voulant faire « vrai », on n'a réussi qu'à faire du vraisemblable.

Mais au fond, s'est-on tant que ça préoccupé de la vérité? Est-ce qu'il ne comptait pas d'abord que la meilleure histoire du monde transmette la meilleure leçon? N'y a-t-il pas une ligne de pensée sous-jacente, d'ordre métahistorique, qui se répercute sur nous : si nos ancêtres étaient les acteurs involontaires de leur propre spectacle et de la main invisible de l'histoire, ne jouons-nous pas, nous aussi, notre partie dans un monde qui au fond échappe à notre contrôle? Diffusée quelques mois avant le Sommet des Amériques d'avril 2001, qui ressassait l'idée toute puissante que notre sort est joué à l'avance par la main invisible du marché, la série induisait la réponse à une autre question : de quel espace de liberté jouissons-nous si les pesantes lois de l'histoire surdéterminent l'existence du Canada, de ses provinces, de leurs régions et de leurs habitants?

Cette série est-elle un outil d'instruction civique?

Le récit historique instaure un ordre dans une matière chaotique : il donne à un groupe sa cohésion dans le temps. Il a cependant la fâcheuse tendance à se pétrifier en mythes, c'est-à-dire en récits de fondation. Ces derniers sont déjà porteurs d'une instruction civique puisqu'ils désignent les conditions de la naissance du groupe et prescrivent celles de sa survie.

14 Cardinal, « Radio-Canada défend son histoire ».

Comme nous sommes des êtres rationnels, nous ne croyons évidemment pas aux mythes... ou si peu. Et puisque notre culture, au moins depuis Thucydide, distingue la mythographie et l'historiographie, on demande aux historiens d'empêcher la régression spontanée de l'histoire en mythe, c'est-à-dire d'un système ouvert et spéculatif en un système fermé et dogmatique¹⁵. Cependant, l'histoire est constamment attirée vers le mythe par la commémoration, qui répond au désir de la communauté de se fortifier par le souvenir partagé de sa naissance. Pendant longtemps, l'histoire écrite a d'ailleurs été une histoire commémorative, c'est-à-dire une connaissance vérifiable du passé vouée au prestige de son objet. Au Canada, il a fallu trois quarts de siècle, entre la « professionnalisation » de l'histoire et l'avènement de l'histoire sociale, pour que notre discipline se dégage de l'obligation de produire du prestige. La série de la CBC/SRC nous rappelle qu'il existe toujours une opinion bien ancrée, entretenue par une batterie d'idéologues, selon laquelle il ne faut surtout pas compter sur la communauté historienne pour faire connaître la recette de la réussite canadienne.

Cette série est-elle un outil d'instruction civique? Certainement. Donne-t-elle une bonne instruction? Non, parce qu'elle explique le Canada non pas comme le résultat de possibles, mais comme une nécessité déterminée par un ordre géographique et humain mystérieux tendant vers le renforcement du centre. Résister à cette marche irait contre le sens de l'histoire, ou plutôt contre le sens d'une vulgate érigée en histoire.

Le statut social de l'histoire

Posons alors la question : quelle conception du statut social de l'histoire cette série révèle-t-elle? Il semble bien que ce soit une idée étriquée, limitée à sa valeur marchande, du rôle de la discipline dans le débat social : les historiens livrent des faits, et rien de plus. Mario Cardinal a délicatement rappelé que cette compétence, comme toute autre marchandise, est monnayable : « Les services de M. [Marcel] Trudel, ainsi que ceux de tous les historiens comme il se doit, ont été rétribués¹⁶ ». Nous comprenons bien ce que cela sous-entend : une fois le chèque signé, la télévision d'État a respecté envers l'histoire savante les termes de son contrat; comme acheteuse, elle disposera ensuite des connaissances acquises selon ses besoins. Puisque son mandat à elle est de produire du consensus, elle pourra utiliser ces connaissances pour donner un sens positif à l'expérience canadienne et contribuer à la faire durer.

Une fois que le débat d'histoire est coincé dans ces paramètres, il devient impossible de discuter des grandes articulations du passé et d'y trouver matière à résoudre les tensions et les aberrations dont est traversé notre présent. Orientés, ou plutôt désorientés par la série, les téléspectateurs ne

15 « Mythology is static, we find the same mythical elements combined over and over again, but they are in a closed system, let us say, in contradiction with history, which is, of course, an open system ».

Claude Lévi-Strauss, *Myth and Meaning*, Toronto, University of Toronto Press, 1978, p. 40.

16 Cardinal, « Radio-Canada défend son histoire ».

pouvaient plus que féliciter les producteurs pour leur beau programme ou disputer des points de détail. Il suffisait d'écouter les lignes ouvertes à la radio ou de consulter les deux sites Internet de la série pour constater le naufrage rapide de toute discussion relevée.

C'est en rapport au projet de faire durer l'expérience canadienne que les historiens doivent garder leurs coudées franches. Raconter l'institution Canada est légitime du moment que l'opération n'entrave pas la liberté du public de penser l'histoire en dehors de la vulgate lourdement relayée par les publications officielles, les musées d'histoire, les fêtes commémoratives, les timbres poste et les « Minutes du patrimoine ». Il est inquiétant que la CBC/SRC, avec les moyens et la réputation d'indépendance dont elle dispose encore, contribue aussi patement à relayer cette vulgate. Je m'attends à ce qu'elle nous parle, à l'automne 2001, de la colonisation des Prairies, de la crête de Vimy, des Années Noires, de Dieppe, du premier passeport canadien, de l'entrée de Terre-Neuve dans la fédération, de la Révolution tranquille, de l'adoption de l'unifolié et de la Constitution de 1982. Je m'attends aussi à ce qu'on évoque quelques « taches » pour donner le change : le Règlement XVII en Ontario, le *Komagata Maru*, l'émeute de Québec en 1917, le samedi sanglant de Winnipeg en 1919... les cas ne manquent pas. La grande inconnue est le traitement des États-Unis : ici tout est possible, y compris un parcours louvoyant où nos voisins seraient tour à tour nos alliés et une menace à notre indépendance.

Dans un article publié l'an dernier, Jocelyn Létourneau a postulé une impasse dans l'historiographie canadienne et soulevé la question du « grand récit collectif sur lequel s'élèvera la vision du pays — si tant est, précisait-il, qu'une vision de ce pays soit pensable et qu'un récit soit possible¹⁷ ». Je me permettrai d'ajouter : à condition aussi que ce pays, tel qu'il se comprend lui-même, ait le désir d'ouvrir son horizon au point de remettre en question les prétendus fondements de son expérience. Tout récit collectif est pensable et possible, mais il importe de déterminer le lieu de son énonciation. Jusqu'à aujourd'hui, l'institution Canada s'est imposée comme le lieu le mieux désigné parce qu'elle est le principal centre du pouvoir et que les historiens ont systématiquement codifié et célébré son avènement. De cette institution est issue la vulgate historique que confirme la série de la CBC/SRC et qui se perpétuera à moins d'une révolution des esprits : pourquoi une communauté de pouvoir qui se perçoit comme la meilleure au monde arrêterait-elle de diffuser l'idée qu'elle doit la place qu'elle occupe à l'Histoire?

Parmi les obstacles à une réécriture radicale du récit collectif, il y a la puissance des moyens que l'État donne à la vulgate pour se reproduire en calibrant ses investissements dans la recherche et la diffusion. Il est impossible de chiffrer le phénomène : personne ne connaît l'ensemble du « marché de l'histoire », son offre et sa demande, ses effectifs, ses ressources et ses

17 Jocelyn Létourneau, « L'avenir du Canada : par rapport à quelle histoire? », *Canadian Historical Review*, vol. 81, n° 2 (juin 2000), p. 230.

autres débouchés. Nous sommes dès lors incapables de mesurer les montants destinés à la recherche, ceux qui vont à la diffusion ou le rang des divers intervenants (ministères, administrations publiques, universités, fondations privées, entre autres) dans la distribution des fonds. Nous ne pouvons pas non plus mesurer l'influence des bailleurs de fonds sur les contenus, mais nous savons qu'ils existent, ne serait-ce que par les impératifs de leurs propres mandats et leurs exigences de visibilité.

Au-delà de ce problème, il y a la conception que l'on se fait de l'histoire en haut lieu. Tout se passe comme si la seule manière de tenir le pays ensemble consistait à inculquer à ses citoyens une vision uniforme du passé. Mais si le contraire était vrai? Il y a, dans la pratique de l'histoire, tous les éléments nécessaires à un réel dialogue collectif : diversité des regards, distance critique, désir de comprendre, volonté d'expliquer. J'aurais souhaité que la série de la CBC/SRC ouvre cette possibilité par le débat d'histoire. Elle l'a malheureusement fermé par une énonciation univoque, même si ses producteurs ont cherché à intégrer une pluralité de points de vue.

Notons bien par ailleurs que la valse des millions dépensés dans cette série a plus sûrement enrichi l'industrie de l'audiovisuel que les historiens. Cela met en lumière cette autre contradiction du marché de l'histoire : d'une part, la recherche de pointe se diffuse mal; d'autre part, la diffusion est encombrée par une vulgate qui n'est pas, elle, le fruit du travail de l'ensemble de la communauté historique. La relative étanchéité entre la recherche et la diffusion accentue ainsi l'impression — sur laquelle capitalisent ensuite les tenants du récit unique — que les études de pointe sont coupées des préoccupations du public. Elle laisse un espace enviable aux manipulations politiques de la mémoire et à la meilleure histoire du monde, qui continuera ainsi de boucler son cercle vertueux.